

LES PARLEMENTAIRES EUROPÉENS FACE À LA PRESSE "EN ACCEPTANT LES RÉSULTATS DES ÉLECTIONS, L'OPPOSITION PRÉSERVE UN CAPITAL DE CONFIANCE"



*Vue de la
Conférence
de presse*

Au terme de l'audience que leur a accordé le Président de la République M. Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya qui bouclait le programme de leur protocole de visite, la délégation du groupe de parlementaires européens chargée des relations avec le Maghreb a tenu jeudi dernier une conférence de presse à Nouakchott à l'Hôtel T'Feila. C'est vers 13 heures 30 que le point de presse auquel a été convié la presse nationale et internationale a débuté.

Prenant la parole, le chef de la délégation, l'Espagnol Galeote a fait savoir que cette visite qui doit durer 72 heures entre dans le cadre des relations entre l'Union Européenne et la Mauritanie. Elle vise, déclare-t-il, à renforcer la

coopération entre les deux parties par l'ancrage des règles de la démocratie, par le renforcement du rôle des parlementaires ainsi que les rapports entre les élus des deux bords. Ensuite, la parole a été donnée aux journalistes présents.

A une question relative à l'objet de la visite du groupe parlementaire, M. Galeote a précisé qu'elle poursuit l'objectif de la consolidation du processus démocratique en Mauritanie.

Pour autant, se hâte-t-il, à préciser, " nous ne sommes pas là pour donner des leçons ". Et de continuer en affirmant avoir ressenti à travers les différents contacts qu'il a eu, une réelle envie de dialogue chez ses interlocuteurs. Ainsi, il a rappelé qu'il a discuté aussi de la coopération parlementaire avec le président

de l'Assemblée nationale et le Sénat.

Toujours dans le même ordre d'idée et suite aux interrogations d'un confrère sur les motivations réelles de cette visite, le chef du groupe parlementaire, concédera que lui et ses collègues, suite à l'élargissement de l'Europe et en perspective des élections législatives qui se déroulent bientôt, n'ont pas voulu arriver à cette échéance et donc au terme de leurs mandats sans avoir visité auparavant la Mauritanie.

Mais une grosse bourde commise par un prétendu journaliste à travers sa question a provoqué un fou rire dans la salle. Surprenante et bête la question consistait à savoir si la délégation de parlementaires européens n'était composée que de gens qui sont au pouvoir.

Suite en page 3

Les Parlementaires européens face à la Presse

"En acceptant les résultats des élections, l'Opposition préserve un capital de confiance"

Voyant les remous provoqués par sa question, le confrère en question dans une tentative de remédier à son faux pas s'est cru obligé d'employer des mots savants et de s'énerver aggravant sa mauvaise posture.

En tout cas, Galeote bien que stupéfait répondit en disant que la délégation était composée de sensibilités aussi diverses que variées allant de la droite à l'extrême gauche en passant par le centre.

A une autre question prétendant que l'exécutif européen est proche des pouvoirs dans le tiers-monde alors que le législatif soutient plutôt l'opposition, le chef du groupe dira que cela ne se présentait pas de cette façon. C'est ainsi qu'il a ajouté qu'ils ont été obligés vu la courte durée de leur séjour de s'en tenir aux rencontres officielles du protocole de la visite.

Cependant, avouera-t-il, cela n'a pas empêché certains parlementaires européens d'avoir en marge de leurs activités des contacts aussi bien avec des membres du PRDS que de l'opposition.

Une force d'alternance doit accepter les résultats

Galeote répondant à une question d'un confrère pour savoir si un rapport va être rédigé par cette délégation, a dit que le Parlement européen ne les a pas mandatés pour cela. Il est vrai, reconnaît-il que certains parlementaires ont pu rédiger des rapports sur des pays africains mais c'était dans le cadre des accords Afrique Caraïbes Pacifique.

A propos de la rencontre avec le Président de la République, le chef de la délégation du groupe parlementaire européen dira qu'elle a été courtoise et riche en enseignements. Chacune des parties a donné son point de vue. Encore une fois, répétera-t-il, notre délégation n'est pas venue pour donner des conseils.

Pressé par de nombreuses questions sur les prétendues pressions exercées sur le pouvoir, Galeote avouera que s'il est vrai qu'en tant que parlementaires ils sont très attachés à la

démocratie, pour autant on ne doit pas "exagérer notre pouvoir d'influence". "Nous avons constaté différents points de vue, poursuit-il, notre contribution est d'encourager en appuyant la politique de l'union". Il existe, fera-t-il savoir, un accord qui régit les relations mauritano européennes. Certes, des clauses stipulent dorénavant, qu'à côté de l'aide économique, les pays doivent respecter les règles démocratiques mais de ce point de vue, la Mauritanie peut, elle aussi, faire des griefs à l'Union Européenne.

Enfin, à une question qui a trait à la contestation par certaines partis des résultats des élections présidentielles de novembre 2003, M. Galeoté a déclaré qu'aucune preuve n'a été apportée à ce sujet et qu'il était dans l'intérêt de tout le monde d'accepter ces résultats. Qu'il s'agisse du pouvoir ou de l'opposition et surtout cette dernière qui veut constituer une alternance. En acceptant ces résultats,

l'opposition préserve un capital de confiance dans l'avenir et peut à son tour gagner sans susciter de contestation car il n'y aurait pas eu de précédent.

En marge de la visite du groupe parlementaire européen :

Parallèlement au programme de visite du groupe parlementaire européen chargé des relations avec le Maghreb, certains députés à titre individuel et sur initiative personnelle ont rencontré certains acteurs politiques mauritaniens. C'est ainsi que Mme Yasmine Boudjenah du Parti Communiste Français (PCF), députée européenne de la France appartenant à la famille politique de gauche unitaire européenne, a rencontré M. Jemil Ould Mansour. Elle a d'abord tenu à préciser qu'elle faisait partie de ceux qui ont regretté que Jemil ait été arrêté. Ensuite, ils ont discuté de son idéologie et de son orientation politique. Il a fait savoir à ce sujet qu'il ne vou-

lait pas qu'on dise de lui qu'il était un Islamiste. Il affirme d'après Mme Yasmine qu'il n'a pas de rapport avec l'Islamisme engagé. Elle lui a demandé si la Coalition pour une Alternance Pacifique (CAP) continuait toujours. Il a répondu que pour l'instant non, mais qu'il y avait nécessité d'élargir la Coalition pour instaurer une vraie démocratie. Par ailleurs, Mme Yasmine Boudjenah a avoué qu'on a fait comprendre à la délégation européenne que la libération de Jemil Ould Mansour était liée à l'arrivée du groupe parlementaire. Et c'est un ambassadeur qui l'a confirmée. Elle a eu au téléphone Ismael Ould Amar qui a remercié à travers elle l'ensemble du Parlement européen pour avoir agi en faveur de sa libération ainsi que celle de ses amis. Enfin, elle a rencontré Me Ebetty ainsi que le représentant SOS Esclavage en Mauritanie et d'autres organisations non autorisées.

De son côté, Florence Kuntz du Groupe EDD des

euro-sceptiques. Sceptique dit-elle par rapport à la manière dont se fait l'Europe. Elle est pour la défense de la nation européenne selon une vision Gaulliste. La rencontre s'est faite avec les représentants du Pacte républicain notamment M Bechir Ould Moulaye El Hacen accompagné de trois membres de ce groupe. Ils nous ont expliqué comment s'est créé ce mouvement, d'où viennent ses membres, le but recherché et comment ils oeuvrent. Ils prônent le dialogue et se définissent comme une passerelle entre la majorité et l'opposition. Ils sont proches du pouvoir et ils soutiennent la politique du gouvernement. Pour Florence Kuntz, c'est une démarche qu'elle soutient. Par ailleurs, ils soutiennent l'action du président en se réservant une indépendance d'esprit. Ils reprochent l'opposition actuelle d'être très négative. Dans une vraie démocratie, affirment-ils, une opposition doit jouer son rôle pour préparer l'Alternance en proposant un programme politique. Florence Kuntz dit regretter n'avoir pas eu le temps de nouer d'autres contacts particulièrement avec la Presse.

BA YOUSSEUR